

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Département d'évaluation des
formations



Rapport

Champ de formation
pour le prochain contrat 2018-2022

Droit, science politique, économie et
gestion

Université Nice Sophia Antipolis

Campagne d'évaluation 2016-2017 (Vague C)

Rapport publié le 24/11/2017

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Département d'évaluation des formations

Pour le HCERES,¹

Michel Cosnard, président

En vertu du décret n°2014-1365 du 14 novembre 2014,

¹ Le président du HCERES "contresigne les rapports d'évaluation établis par les comités d'experts et signés par leur président." (Article 8, alinéa 5)

Rapport réalisé en 2017

sur la base d'un dossier déposé en juin 2017

Présentation du champ

Le champ *Droit, science politique, économie et gestion* (DSPEG) proposé par l'Université Nice Sophia Antipolis (UNS) est composé de trente formations en projet soit cinq formations supplémentaires par rapport à l'offre de formation 2013-2017 : deux licences généralistes (au lieu de quatre), neuf licences professionnelles (LP) et dix-neuf masters (au lieu de douze). Il associe cinq composantes de l'UNS : la Faculté de droit et de science politique (FDSP), l'Institut d'administration des entreprises (IAE), l'Institut supérieur d'économie et de management (ISEM), l'Institut universitaire de technologie (IUT) et l'Institut du droit de la paix et du développement (IDPD).

Le champ DSPEG regroupe deux mentions de licence (L) structurées en onze parcours : la licence *Economie et gestion* organisée en neuf parcours et portée par l'ISEM (sept parcours) et l'IAE (deux parcours), la licence *Droit* organisée en deux parcours et portée par la FDSP.

Les composantes IUT, IAE et ISEM proposent des LP spécialisées dans les métiers de niveau Bac+3 des secteurs d'activité du tourisme (LP *Métiers du tourisme et des loisirs* et LP *Nautisme et métiers de la plaisance* de l'IUT, LP *Organisation et gestion des établissements hôteliers et de restauration* de l'IAE), de la banque-finance (LP *Assurance banque finance : chargé de clientèle* de l'IUT), de l'immobilier (LP *Métiers de l'immobilier : gestion et développement de patrimoine immobilier* de l'IUT), de la grande distribution et du management des entreprises (LP *Commerce et distribution* de l'ISEM, LP *Management et gestion des organisations*, LP *Métiers de la gestion et de la comptabilité : responsable de portefeuille clients en cabinet d'expertise* et LP *Technico-commercial* de l'IUT), secteurs où les besoins en cadres intermédiaires sur le territoire/la région sont importants. L'offre des LP est très concentrée dans la composante IUT qui offre sept des neuf LP du champ DSPEG.

Le champ DSPEG est complété par dix-neuf mentions de master (M) qui se structurent en cinquante-cinq parcours soit sept mentions de plus et trois parcours de plus que dans l'offre de formation 2013-2017.

Sur ces trente formations, neuf portent sur deux secteurs d'activité à potentiel régional et à l'international : banque-finance (une LP et trois masters) et tourisme (trois LP et deux masters). Quatre composantes sur les cinq qui composent le champ proposent des formations dans les deux secteurs d'activités considérés comme stratégiques. Les secteurs du sport, de la grande distribution, de l'immobilier et de la santé-social sont les quatre autres secteurs représentés dans l'offre de formation du champ. Un point commun à la plupart des formations du champ est l'organisation en rythme d'alternance, afin de permettre le développement de la formation sous contrats d'alternance (professionnalisation et/ou apprentissage). Des conventions de partenariat avec des centres de formation (Centre de formation des apprentis - CFA Epure-Méditerranée, Centre de formation de la profession bancaire - CFPB, DIFCAM), des institutions, organisations et associations diverses (Institut de formation des cadres de santé - IFCS de Nice, Etablissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes - EHPAD, etc.) sont établies pour favoriser l'insertion professionnelle des étudiants.

Le champ DSPEG est lié à l'école doctorale *Droit et sciences politiques, économiques et de gestion* (ED DESPEG 513) de l'Université Côte d'Azur, UCA. La majorité des mentions de master est adossée à des laboratoires de recherche (une unité mixte : le Groupe de recherche en droit économie et gestion, GREDEG, et cinq équipes d'accueil : le Groupe de recherche en management, GRM, le Centre d'études et de recherche en droit des procédures, CERDEP, l'Equipe de recherche sur les mutations de l'Europe et des sociétés, ERMES, le Centre d'études et de recherche en droit administratif, constitutionnel, financier et fiscal, CERDACFF et le Laboratoire de droit international et européen LADIE).

Le champ DSPEG est relié à trois des cinq autres champs qui structurent l'offre de formation 2018-2022 de l'UNS. Il est relié au champ *Sciences ingénierie technologie et environnement* (SITE) à travers des interventions d'enseignants du champ DSPEG dans des formations du champ SITE et vice et versa ; au champ *Sciences de l'Homme et de la société* (SHS) à travers une offre de double diplôme (la double licence *Sociologie/Economie-Gestion* et *Droit/Philosophie* ; un master commun *Migration Studies* proposé par trois disciplines - sociologie, science politique et droit international et européen - ; un double diplôme en master *Economie*, parcours *Economie du numérique et des réseaux* et en *Sociologie*, parcours *Sociologie du numérique et des territoires*) ; au champ *Enseignement, éducation et formation* (EEF) à travers la mise en place de continuums entre les licences et les masters *Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation* (MEEF). Sur les dix-neuf mentions de master, dix sont mises en œuvre par deux établissements membres d'UCA. Les écoles de commerce EDHEC Business School et SKEMA Business School, partenaires d'UCA, participent à l'élaboration et à la mise en place de plusieurs formations du champ DSPEG (mise en place de conventions formations et de convention recherche entre l'EDHEC et l'IAE d'une part et entre le SKEMA et l'ISEM d'autre part).

Avis sur la cohérence du champ

Le champ DSPEG proposé par l'UNS s'inscrit dans sa politique et sa stratégie en matière de formation et il est bien positionné dans l'environnement recherche et dans l'environnement socio-économique de l'établissement. On notera que sa réorganisation qui conduit certes à une augmentation du nombre de formation (trente au lieu de vingt-cinq) permet une amélioration de sa cohérence. La suppression de deux mentions de licence et d'une dizaine de spécialités de master et la création de sept mentions de master contribuent à une meilleure lisibilité et pertinence de l'offre de formation. Les remarques et préconisations faites lors de l'évaluation ont été prises en compte et pour l'essentiel suivies.

On déplore que les fiches transmises pour les LP *Nautisme et métiers de la plaisance* et *Organisation et gestion des établissements hôteliers et de restauration* n'apportent pas de précisions complémentaires aux interrogations soulevées par les experts sur notamment les équipes pédagogiques, les contenus des formations et l'insertion des étudiants. On ne sait pas comment les réserves émises seront prises en compte dans la prochaine offre.

Les réserves émises par les experts sur la cohérence de la mention de master *Tourisme* ont été prises en compte. L'éclatement de cette mention entre d'une part la mention *Tourisme* composée de parcours qui relève fondamentalement des nouvelles dynamiques touristiques dans une perspective pluridisciplinaire et globale et, d'autre part la mention *Management* composée de parcours recentrées sur des compétences managériales de l'art, de la culture et de l'hôtellerie, contribue à une meilleure visibilité et lisibilité des formations centrées sur un secteur d'activité à fort potentiel régional et international.

Dans l'offre de formation 2013-2017, l'établissement proposait dans la mention de master *Droit Privé* une spécialité *Droit des Entreprises en Difficultés*, formation pour laquelle il est demandé une ouverture à la rentrée 2017 en tant que mention de master *Administration et liquidation des entreprises en difficultés*. La fiche précise que le contenu de ce master est basé sur le référentiel de compétences publié en mars 2017 par arrêté du ministre de la Justice. L'établissement prévoit son ouverture à l'apprentissage pour septembre 2018 tandis que les effectifs 2017 seraient exclusivement des étudiants avec des contrats de professionnalisation.

Concernant la mention de master *Droit international et européen* dont l'intitulé ne correspond pas à la nomenclature des mentions de master de l'arrêté 2014 et pour laquelle l'établissement demande une demande de dérogation hors nomenclature, on déplore que les réserves formulées par les évaluateurs ne soient pas entièrement levées par les informations communiquées dans la fiche transmise. En effet, le caractère artificiel de la mention regroupant trop de spécialisations diversifiées (un total de six M2 pour un seul M1 avec des effectifs à la baisse), l'absence d'un réel tronc commun et la place insuffisante accordée au droit européen sont trois des principaux points faibles mis en avant par le rapport d'évaluation. Or dans la fiche, on constate que les six parcours sont maintenus et que trois changent d'intitulé (*Droit et pratique des affaires internationales* devient *Juriste du commerce international* ; *Droit européen des affaires* devient *Juriste européen* et *Droit de l'environnement des espaces et ressources maritimes et de l'aménagement du littoral* devient *Droit de la mer et des activités maritimes*) mais rien n'est précisé sur, d'une part, la répartition du volume horaire entre le droit international et le droit européen et, sur la mutualisation de cours ou l'existence d'un tronc commun entre ces six parcours, d'autre part.

Avis sur le pilotage du champ et sur ses dispositifs opérationnels

Le pilotage du champ sera assuré par différents comités sous la direction d'un référent champ. Le « comité opérationnel de liaison » réunissant les directions des neuf(s) départements (sous-)disciplinaires du champ, qui se réunira au moins deux fois par an et les « comités spécifiques par secteurs d'activité ou domaines » réunissant les responsables de formations auront pour mission de coordonner les formations et les équipes pédagogiques à l'intérieur du champ. Le comité opérationnel veillera à la mise en œuvre des deux portails « tronc commun + spécialisation progressive » en licence générale (*Economie-Gestion* et *Droit*) et de « l'offre modulaire », fondée sur les pédagogies innovantes en droit, science politique, économie et gestion. La mise en place de dispositifs favorisant la participation des étudiants et des diplômés au pilotage des formations au niveau spécifique du champ DSPEG n'est pas envisagée. Il n'est pas précisé si ces comités auront en charge le suivi et le développement des formations à l'international et à quel niveau se fera leur coordination ainsi que la gestion des accords internationaux.

L'UNS va mettre en œuvre un dispositif de management de la qualité « Evaluation-Amélioration-Valorisation » (EAV) des formations et des enseignements (questionnaire de base -adaptable aux spécificités de certaines formations via des modules supplémentaires-, mode d'administration et traitement des données) avec pour objectif de rendre homogène et substantielle la démarche « qualité » des formations. Le champ DSPEG s'inscrira dans ce dispositif commun et il sera également soumis au processus de suivi de la bonne marche des formations en cours de contrat, via les indicateurs de suivi (cibles) définis dans le cadre des différents cadrages (L, LP et M) par l'établissement.

Pour conclure, on regrette que l'autoévaluation du champ concernant ses forces et faiblesses en matière d'attractivité et de réussite porte davantage sur le champ actuel que sur son projet.

Les formations

Intitulé de la mention	L/LP/M	Etablissement(s)	Remarque(s)
Droit	L	UNS - UCA	
Economie- Gestion	L	UNS - UCA	
Assurance, banque, finance : chargé de clientèle	LP	UNS - UCA	
Commerce et distribution	LP	UNS - UCA	
Management et gestion des organisations	LP	UNS - UCA	
Métiers de la gestion et de la comptabilité : responsable de portefeuille clients en cabinet d'expertise	LP	UNS - UCA	
Métiers de l'immobilier : gestion et développement de patrimoine immobilier	LP	UNS - UCA	
Métiers du tourisme et des loisirs	LP	UNS - UCA	
Nautisme et métiers de la plaisance	LP	UNS - UCA	Cette formation répond à certaines réserves mais elle présente encore des interrogations notamment sur la composition de l'équipe pédagogique (insuffisance d'enseignants-chercheurs), sur le contenu de la formation et sur l'insertion professionnelle. Il subsiste ainsi des points de vigilance méritant un bilan d'étape.
Organisation et gestion des établissements hôteliers et de restauration	LP	UNS - UCA	Le contenu de la formation n'est pas vraiment en adéquation avec l'intitulé de la mention de LP (les éléments constitutifs des UE ne sont pas détaillés sur la fiche). L'ancien nom de la LP <i>Arts et techniques de l'hôtellerie de luxe</i> est l'intitulé du parcours type de la formation, ce choix n'améliore pas la visibilité de cette formation. Se pose la question du maintien de la formation en l'état.
Technico-commercial	LP	UNS - UCA	
Administration et liquidation des entreprises en difficulté	M	UNS	
Comptabilité - contrôle - audit	M	UNS - UCA	
Contrôle de gestion et audit organisationnel	M	UNS - UCA	

Droit des affaires	M	UNS - UCA	
Droit international et européen	M	UNS - UCA	L'intitulé ne correspond pas à la nomenclature prévue par l'arrêté de 2014 actualisé mais l'université a fait une demande de dérogation hors nomenclature. Cette mention composée de six spécialités dans l'offre de formation 2013-2017 reste pour 2018-2022 une mention avec six parcours-types au niveau de la 2 ^{ème} année de master, ouverts à partir d'une 1 ^{ère} année commune. L'opportunité de cette demande de dérogation peut être discutée au regard du constat d'une place insuffisante du droit européen qui avait été fait par les experts lors de l'évaluation du bilan de cette mention de master.
Droit privé	M	UNS - UCA	
Droit public	M	UNS - UCA	
Economie	M	UNS - UCA	
Economie des organisations	M	UNS - UCA	
Gestion de patrimoine	M	UNS - UCA	
Gestion des ressources humaines	M	UNS - UCA	
Innovation, entreprise et société	M	UNS - UCA	
Management	M	UNS	
Management et administration des entreprises	M	UNS - UCA	
Management et commerce international	M	UNS - UCA	
Marketing, vente	M	UNS - UCA	
Monnaie, banque, finance, assurance	M	UNS - UCA	
Science politique	M	UNS - UCA	
Tourisme	M	UNS - UCA	

Observations de l'établissement

**OBSERVATIONS DE PORTEE GENERALE
SUR LE RAPPORT D'EVALUATION HCERES**

CHAMP DE FORMATION POUR LE PROCHAIN CONTRAT 2018-2022

DROIT, SCIENCE POLITIQUE, ECONOMIE ET GESTION

Ref : C2018-EV-0060931E-DEF-FOCP180015465-RT

Nice, le 06/11/2017

Chers experts, chers collègues,

L'établissement remercie vivement les experts HCERES pour leurs commentaires constructifs et recommandations concernant le champ de formation. L'ensemble du travail d'expertise accompli sur toutes les formations du champ et la synthèse effectuée dans le rapport « Champ de formations DSPEG » nous encouragent à poursuivre dans le sens du rapprochement des formations dans ce nouveau champ. Nous sommes, en effet, collectivement convaincus, qu'un mouvement riche et dynamique s'est créé à l'occasion de la naissance de ce champ.

Aucune observation complémentaire n'est formulée par l'établissement.

Pour le Président de l'Université
Nice-Sophia Antipolis et par délégation,
La Présidente de la Commission de la
Formation et de la Vie Universitaire
du Conseil Académique



Sophie RAISIN